



Lettre aux acteurs des services à la personne

Nanterre, le 16 décembre 2014

Madame, Monsieur,

Il y a quelques jours j'ai eu le plaisir de me rendre au salon des Services à la personne au cours duquel j'ai pu apprécier toute l'étendue des activités de votre secteur. Incontestablement, de votre bon développement dépend en partie l'équilibre social de notre société.

Qu'il s'agisse des aides aux personnes fragiles (garde à domicile des jeunes enfants, assistance aux personnes âgées, aide aux personnes handicapées), ou des services courants dits de « confort » (activités ménagères, jardinage, bricolage, soutien scolaire, livraison de repas ou de courses à domicile, assistance informatique, etc.), des problématiques très spécifiques se posent à vous, auxquelles il importe que l'Etat et les pouvoirs publics apportent des réponses.

De ce point de vue, **je suis particulièrement inquiète et en colère de l'extraordinaire désintérêt de l'ensemble de la classe politique pour ces questions de première importance.**

Lors de ma visite, j'ai reçu de nombreux témoignages, tous très précieux, et je sais les inconvénients qui dominent votre secteur :

- la faiblesse des salaires horaires, souvent proches du SMIC ;
- des conditions de travail souvent pénibles (gestes et postures, temps de trajet), qui demandent un engagement et une motivation réelles ;
- chez les salariés des particuliers-employeurs, un fréquent isolement professionnel, à la différence des salariés d'associations ou d'enseignes commerciales.

Pourtant, tout tend à démontrer que les services à la personne sont un secteur d'avenir. L'accompagnement du grand âge, à l'heure du vieillissement massif de la population, est un enjeu immense pour l'ensemble de la société, et vous êtes là en première ligne. 15 millions de Français avaient plus de 60 ans en 2013, ils seront 20 millions en 2030 et 24 millions en 2040.

Par définition, **vos activités ne sont pas délocalisables** et peuvent s'exercer sur l'ensemble du territoire, en particulier dans les zones rurales qui manquent souvent d'activités marchandes et qui sont aussi de plus en plus abandonnées par les services publics.

Par ailleurs **vos activités sont professionnalisantes.** Elles permettent d'acquérir des diplômes (CAP petite enfance, diplômes d'Etat d'auxiliaire de vie sociale, d'aide médico-psychologique ou d'auxiliaire de puériculture, titre professionnel d'assistant de vie aux familles, etc) par la formation ou par la validation des acquis de l'expérience. Elles conviennent donc à l'ensemble des profils, y compris à ceux qui forment le projet de prendre des responsabilités d'encadrement (diriger un service d'aide à domicile par exemple).

Enfin la variété de votre secteur autorise à peu près toutes les perspectives d'emploi, que ce soit à temps plein, ou à temps partiel pour compléter ses revenus (comme c'est le cas de près d'un tiers des salariés de particuliers-employeurs).

Par la présente je tiens à vous exposer un certain nombre de mes propositions pour favoriser le développement de votre secteur et améliorer vos conditions de travail. J'entends pour ce faire activer deux leviers différents : tout d'abord **relancer la demande de services à la personne en jouant sur la disponibilité financière des bénéficiaires (familles, personnes âgées), ensuite améliorer les conditions d'exercice et la reconnaissance de vos métiers.**

.../...

L'accompagnement du grand âge, à l'heure du vieillissement massif de la population, est un enjeu immense pour l'ensemble de la société, et vous êtes là en première ligne.

Par la présente je tiens à vous exposer un certain nombre de mes propositions pour favoriser le développement de votre secteur et améliorer vos conditions de travail

Par souci d'équité, il faudrait étendre le crédit d'impôt à tous les ménages, y compris ceux qui sont retraités, ce qui leur redonnerait du pouvoir d'achat qui serait par nature utilisé pour augmenter les services et l'emploi, puisque le crédit d'impôt serait fléché

La France doit relever les défis liés au vieillissement de sa population, en alliant solidarité et développement économique. Vous êtes les grands acteurs de cette révolution, et c'est avec vous que j'entends remplir une part importante de ma politique sociale.

A/ Relancer la demande : redonner du pouvoir d'achat aux familles et aux retraités pour qu'ils puissent bénéficier davantage des services à la personne.

1) Pour relancer l'emploi dans les services à la personne, **il faut restaurer d'urgence une réduction importante des cotisations employeurs**, après les coupes dont les particuliers employeurs ont été victimes depuis 2011.

Le Parlement vient d'adopter dans la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2015 une déduction forfaitaire patronale de 0,75 € par heure déclarée (la déduction est portée 1,50 €/heure pour la garde à domicile d'enfants entre 6 et 14 ans). **Cet effort est clairement insuffisant et devra être accentué jusqu'à 1,50 €/heure pour toutes les heures d'aide à domicile des personnes âgées, des personnes handicapées et de garde d'enfant.**

Parce que cette politique a un coût et qu'il faut faire des choix, j'entends prioriser avant tout les services aux personnes fragiles, en particulier l'allègement du coût de l'aide aux personnes âgées qui vivent au domicile.

2) Les dépenses de services à la personne ouvrent droit à un crédit d'impôt pour les seuls ménages bi-actifs et les célibataires actifs ; les autres ménages (dont les retraités) ne peuvent bénéficier que d'une réduction d'impôt, qui ne joue pas chez les ménages non imposables. Pour mémoire, la dépense fiscale 2011 était de 3,4 Md €. Ainsi, 17% des ménages utilisateurs ne reçoivent aucune aide fiscale, et cette proportion s'élève à 66% chez les personnes seules, qui sont essentiellement des retraité(e)s ou des invalides.

Par souci d'équité, il faudrait étendre le crédit d'impôt à tous les ménages, y compris ceux qui sont retraités, ce qui leur redonnerait du pouvoir d'achat qui serait par nature utilisé pour augmenter les services et l'emploi, puisque le crédit d'impôt serait fléché.

B/ Faciliter l'exercice et la reconnaissance des métiers des services à la personne

1) Pour faciliter la professionnalisation des personnels des services à la personne, il faudrait **relancer la validation des acquis de l'expérience (VAE)** en accélérant les parcours (préparation du dossier de VAE, accompagnement personnalisé, tenue plus fréquente des sessions de jury).

2) Pour accentuer les démarches de prévention, **faire du secteur des services à la personne une véritable priorité du prochain « Plan Santé au Travail » (2015-2019)** que le Gouvernement est en train de préparer avec les partenaires de la prévention (la fédération des particuliers employeurs, les services de santé au travail...).

3) Pour remédier à l'isolement professionnel des salariés des particuliers-employeurs, **appeler à l'engagement des syndicats de salariés pour soutenir ces professionnels** (par de l'information, des conseils et de l'appui). Les syndicats trouvent leur légitimité non seulement dans les critères de représentativité officiels, mais aussi dans les services qu'ils rendent à leurs adhérents, voire à tout salarié qui les approche. Ils ont un rôle positif à jouer, sans pour autant se substituer aux relations directes entre les employeurs et les salariés.

La France doit relever les défis liés au vieillissement de sa population, en alliant solidarité et développement économique. Vous êtes les grands acteurs de cette révolution, et c'est avec vous que j'entends remplir une part importante de ma politique sociale.

Avec mon équipe je reste naturellement à votre disposition pour évoquer ces différentes problématiques.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



Marine Le Pen
Présidente du Front National